

Chapitre 17.—Acte à l'effet de modifier et refondre les différents actes concernant les terres publiques fédérales y mentionnées. Le département du ministre de l'intérieur est chargé de l'administration et gestion des terres fédérales. Cet acte contient des dispositions générales quant à la division et délimitation en townships quadrilatéraux, et la disposition des terres fédérales. Il est pourvu aux dotations de terre pour l'instruction publique, et comme primes offertes en certains cas aux militaires. La vente des terres publiques, après arpentage, se fait aux enchères publiques. Le ministre peut réserver certaines étendues pour les emplacements de villes et villages. La section 27 et suivantes pourvoient aux inscriptions pour droit d'établissement (*homestead*) sur une certaine étendue de terre. L'effet de cette inscription est d'assurer à l'occupant le droit d'en garder la possession à l'exclusion de tous autres individus quelconques. La propriété demeure à la Couronne jusqu'à l'émission des lettres patentes et la terre sera insaisissable tant qu'elles ne seront pas émises. Les lettres patentes sont accordées au bout de trois ans à l'individu qui aura occupé le terrain pendant douze mois, et mis trente arpents en culture, et payé le prix établi par l'administration. Suivent des dispositions spéciales relatives au bois et aux terres à bois, aux coupes de bois et à l'arpentage des terres fédérales.

Le chapitre 28 pourvoit aux certificats des capitaines et seconds des navires de l'intérieur ou cabotiers. Ils sont tenus de passer un examen devant des examinateurs nommés par le gouverneur. Les personnes qui agissent comme capitaine ou second, et qui ne sont pas munis du certificat voulu par la loi, sont soumis à l'amende. Le préposé des douanes verra à ce que le certificat soit exhibé et refusera le congé du vaisseau si le certificat n'est pas montré.

Le chapitre 30, devenu en force le 1^{er} janvier 1884, est le fameux acte des licences pour la vente des liqueurs. Cette loi est importante à plusieurs points de vue ; elle donne naissance à des questions de droit constitutionnel ; on le dit *ultra vires*, en tout ou en partie. La législature est saisie d'un pro-